

L'aide au développement comme « un moyen de coexistence »

Face à un monde en pleine évolution

Le Japon a enregistré une croissance remarquable durant la période de reconstruction qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Pour répondre aux attentes que la communauté internationale place dans ce pays aujourd'hui industrialisé, la JICA, agence d'exécution de l'aide publique au développement (APD) du Japon, soutient les pays en développement afin de promouvoir leur développement socioéconomique.

Le monde connaît des changements majeurs sans précédent et doit par exemple faire face à de grandes « disparités de développement » et de « nouveaux problèmes transfrontières ». Dans ce cadre, la JICA est appelée à prendre de nouvelles initiatives afin de résoudre ces problèmes d'envergure mondiale en s'appuyant à cet effet sur une solide expérience de l'aide au développement accumulée au cours des ans.

Dans un contexte de mondialisation, l'aide au développement a pris un nouveau sens

À l'exemple de la transmission des techniques de fabrication du papier et d'impression ou de la pyrotechnie par l'Orient à l'Occident il y a environ 1 000 ans, l'évolution de l'humanité s'est inscrite dans le cadre d'échanges culturels et technologiques répétés. Encouragée par la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest et les progrès saisissants des technologies de l'information (TI), la société contemporaine entre dans une ère où les personnes, les biens, l'argent et les informations circulent à une vitesse inégalée et dans des proportions encore inconnues. Les problèmes de portée mondiale, même à l'extérieur du Japon, dépassent instantanément les frontières du pays où ils ont émergé et menacent la sécurité et la prospérité du Japon comme du monde dans son ensemble. Parmi ces problèmes figurent la crise financière et économique de 2008 ainsi que la pauvreté, les maladies infectieuses, le terrorisme et les conflits, ou encore les catastrophes naturelles, le changement climatique, et enfin la pénurie alimentaire et énergétique.

La spectaculaire avancée de la mondialisation depuis les années 1980, déclenchée par la « révolution des TI », a remodelé le monde. Alors qu'il était par le passé formé de nations constituant des entités solitaires, le monde se caractérise aujourd'hui par « une dépendance mutuelle et une complémentarité qui transcendent le cadre des frontières nationales ». Le Japon entretient des relations étroites

de dépendance mutuelle avec d'autres pays pour une multitude d'activités économiques, à commencer par l'importation de ressources. Aussi, la communauté internationale n'autorisera jamais le Japon à se concentrer uniquement sur ses problèmes intérieurs en ignorant la situation dans le reste du monde ou à appliquer un « pacifisme défensif » et à poursuivre uniquement ses propres intérêts nationaux.

Aujourd'hui, il n'est pas un pays au monde qui puisse complètement se couper des autres nations, et il est essentiel de reconnaître que « la poursuite des intérêts communs (intérêts internationaux) de la communauté internationale est liée aux intérêts propres du Japon ». Comme l'indique le préambule de la constitution japonaise, le Japon souhaite aspirer à la paix et à la stabilité avec le monde afin d'établir de bonnes relations avec la communauté internationale et occuper « une place d'honneur » qui lui permette à l'avenir de coexister et de prospérer de concert avec la communauté internationale. L'aide au développement n'est plus considérée comme une activité charitable entreprise par les riches pour aider les pauvres. Elle doit au contraire être reconnue comme un « outil essentiel pour poursuivre les intérêts internationaux et garantir la survie du Japon ».

L'évolution du cadre de l'aide au développement

Depuis l'an 2000, l'environnement de l'aide au développement a considérablement évolué, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Japon. L'une des évolutions les plus notables est sans doute l'étendue sans précédent de la croissance économique dans de nombreuses régions suite aux progrès rapides de la mondialisation. Même si le monde doit encore complètement se remettre des crises financières et économiques, les pays dits « émergents » ont enregistré une croissance économique spectaculaire ces dernières années.

La valeur totale représentée par les nations du G20, nations du G8 exclues, est passée de 7,3 trillions USD en 1999 à 18,7 trillions USD en 2009, soit une multiplication d'un facteur 2,6 sur une période de dix ans.

Résultat concret de cette croissance économique, le nombre d'individus vivant avec moins de 1,25 USD par jour en Asie de l'Est et en Océanie a diminué de moitié, chutant de 640 millions d'individus en 1990 à 320 millions en 2005. Avec un segment à revenus moyens qui devrait atteindre 2 milliards de personnes en 2020, on peut penser que l'Asie parvienne à surmonter les crises économiques et financières, et à enregistrer une nouvelle croissance, comme l'usine du monde et comme marché de consommation.

L'aide au développement assurée pendant de longues années par le Japon avec tous les types de partenaires, notamment du secteur privé, a contribué de manière considérable à la croissance des pays

émergents. Pour conserver de bonnes relations et continuer à prospérer avec ces pays, le Japon doit favoriser encore davantage les échanges mutuels de personnes, de biens et de capitaux.

Parallèlement, il sera nécessaire de mettre en place et de mutualiser les connaissances et les technologies favorisant l'innovation hors du Japon. Outre le recrutement des ressources humaines nécessaires pour intervenir comme ingénieurs au cœur de la coopération, le Japon devra accomplir une grande mission, à savoir former solidement la population japonaise pour remplir des rôles importants en tant que chefs de file de la communauté internationale et sur les marchés à l'étranger, afin de garantir à l'avenir la stabilité et la croissance du Japon.

Tout à fait à l'opposé de ces pays d'Asie et d'autres pays émergents connaissant une croissance solide, dans des pays plus fragiles, notamment nombre de nations africaines, ainsi que des pays comme l'Afghanistan, en pleine reconstruction après une période de conflit, des personnes sont encore plongées dans une lutte acharnée simplement pour parvenir à survivre. Même si le PIB de l'Afrique a augmenté, passant de 0,6 trillion USD en 2000 à 1,6 trillion USD en 2010, il représente seulement 3 % environ de l'économie mondiale. De plus, le taux de pauvreté (proportion d'individus vivant avec moins de 1 USD par jour) en Afrique subsaharienne ne s'est amélioré que très légèrement, baissant de 56 % en 1990 à 51 % en 2005, et aujourd'hui, 400 millions de personnes de cette région vivent dans un dénuement extrême.

Ces pays fragiles, où le développement progresse à un rythme vraiment très lent, sont considérablement affectés par les menaces de portée mondiale qui transcendent les frontières nationales, comme les crises financières et économiques, les maladies infectieuses, les catastrophes naturelles et le changement climatique. Comme jamais auparavant, les pays en développement et les autres pays du monde sont liés par des relations de complémentarité et de dépendance mutuelle, comme régions productrices de ressources ou comme marchés servant à l'écoulement des produits manufacturés. Aussi, un soutien plus appuyé à ces pays fragiles n'est pas seulement une initiative essentielle dans une perspective humanitaire, elle est aussi indispensable pour garantir la stabilité et la prospérité du Japon. Cette aide devrait d'ailleurs prendre de plus en plus d'importance à l'avenir.

Lors du sommet de Gleneagles en 2005, les pays industrialisés avaient convenu de faire passer l'APD à 154 milliards USD d'ici 2010. Selon un rapport des Nations unies, les gouvernements de ces pays ont encore un retard de 35 milliards USD (environ 3 trillions JPY) par rapport à leur engagement initial.

D'un autre côté, les « fonds du secteur privé » et les « fonds d'aide de pays autres que les pays industrialisés » affectés à l'aide au développement ont fortement augmenté.

En opposition avec la simple structure dichotomique qui existait jusqu'ici et consistait en « un côté donateurs et un côté bénéficiaire », nous entrerons bientôt dans une période où l'aide au développement sera assurée en étroite collaboration avec les entreprises du

Étude de cas

La technologie ferroviaire japonaise mise à profit pour construire un corridor de fret entre Delhi et Mumbai (Bombay)

Inde : Projet de construction d'un corridor de fret ferroviaire (phase 1)

Le volume de fret transporté en Inde, pays qui connaît une vigoureuse croissance économique, augmente à un rythme annuel d'environ 15 %. Les réseaux ferroviaire et routier sont donc proches de leurs limites en termes de capacité de transport. Pour remédier à cette situation, le gouvernement indien prévoit de créer un réseau de transport reliant les villes principales aux grands pôles d'activités industrielles du pays. Dans le cadre de ces efforts, il a lancé l'initiative du corridor industriel Delhi-Mumbai, qui permettra de relier Delhi, la capitale, à Mumbai et à son port international. Cette initiative prévoit l'aménagement de tronçons ferroviaires et routiers le long du corridor de fret ouest. La mise en place de cette infrastructure devrait accélérer le développement économique régional, améliorer la logistique et attirer les investissements étrangers.

La JICA va contribuer à la création de ce réseau en soutenant la construction d'un nouveau corridor de fret ferroviaire d'environ 1 500 km entre Delhi et Mumbai. Il s'agit d'un projet phare de la coopération entre le Japon et l'Inde. En mars 2010, l'Agence a signé un accord de prêt d'APD d'un montant approximatif de 90,3 milliards JPY pour la construction des 950 km du tronçon

prioritaire (phase 1 du projet). Les préparatifs progressent, la mise en service étant prévue pour 2016. Un peu partout dans le monde, des projets de construction de systèmes ferroviaires offrant d'excellentes performances environnementales et énergétiques sont en cours ou à l'étude. La JICA peut se prévaloir de nombreuses expériences réussies en Inde, pays auquel elle a octroyé 18 prêts d'APD pour des projets ferroviaires dans quatre grandes villes. Parmi ces projets, citons le métro de Delhi – premier système ferroviaire enregistré au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) dans le monde – et ceux de Kolkata (Calcutta), Chennai (Madras) et Bangalore. Ce projet

de corridor de fret est remarquable à deux égards : d'une part, il sera réalisé grâce au prêt d'APD le plus important consenti à ce jour, et d'autre part, ce sera le premier projet à bénéficier du dispositif STEP (*Special Terms for Economic Partnership* : conditions spéciales de partenariat économique) en Inde. L'utilisation de locomotives électriques haute performance et de systèmes de signalisation et de communication ferroviaires entièrement automatisés intégrant les dernières technologies japonaises permettra de réaliser le transport à grande vitesse de gros volumes de fret dans de bonnes conditions de sécurité, d'efficacité énergétique et de ponctualité.



Le transport à grande vitesse de gros volumes de fret devrait améliorer l'efficacité de la logistique.

secteur privé et des institutions et organisations telles que fondations, institutions universitaires et ONG.

Pour permettre à ces institutions et organisations de s'engager davantage dans le développement, les organismes publics de développement ont une grande responsabilité, à savoir instaurer un cadre propice, notamment mettre en place des infrastructures et moderniser les systèmes et politiques des pays en développement.

L'un des enseignements à ce jour, c'est qu'une croissance durable bénéficiant à tous favorise efficacement le développement et que ce dernier n'est possible qu'avec la coopération de toutes les parties concernées et pas seulement de quelques régions, pays, organisations ou sociétés. Aujourd'hui, le gouvernement japonais met en œuvre l'aide au développement dans le cadre d'une structure « pan-nipponne », avec des ONG et un personnel polyvalents. Reconnue d'une extrême importance, cette démarche reflète en outre les difficultés économiques et budgétaires auxquelles le Japon est confronté aujourd'hui.

Approches transfrontières des problèmes économiques et sécuritaires

Sortie progressive des crises financières et économiques

Les crises financières et économiques qui ont débuté suite aux problèmes liés aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis en 2008 donnent une illustration très parlante des caractéristiques de la mondialisation contemporaine. Commencée dans un seul pays, les États-Unis, la crise financière s'est instantanément propagée à travers la planète pour aboutir à de véritables crises financières et économiques mondiales.

Même si ces crises ont entraîné un très fort ralentissement de l'activité économique, elles n'ont eu qu'un impact limité sur les pays d'Asie, car ces derniers avaient tiré les enseignements de la crise

financière de la précédente décennie dans la région et s'étaient armés en conséquence. Grâce en partie au succès d'actions telles que les politiques d'aide financière et de relance axées sur l'Asie, conduites en collaboration avec la communauté internationale, une reprise économique tirée par l'Asie semble devoir s'affirmer.

Pour que l'Asie, notamment le Japon, puisse être une locomotive de l'économie mondiale, la JICA poursuivra ses efforts en vue de soutenir cette croissance, tout en favorisant une collaboration qui permette aux pays en développement, nations asiatiques comprises, de sortir progressivement des crises financières et économiques, et de parvenir à une croissance durable.

Adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets

Pour que le monde puisse connaître une croissance durable à long terme, il est nécessaire de répondre de manière appropriée aux risques de portée mondiale, tels que le changement climatique.

Pour réduire les risques liés à ce phénomène, il faut prendre des « mesures d'atténuation » telles que la réduction ou le ralentissement des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que la conservation et l'extension des « puits de carbone », notamment les forêts qui absorbent le CO₂, et ce pas uniquement dans les pays développés mais aussi dans les pays en développement. La JICA met en œuvre toute une série de mesures de lutte contre le changement climatique et notamment celles en faveur des « bénéfiques accessoires », qui contribuent à la croissance économique tout en réduisant les gaz à effet de serre.

Le monde entier subit les effets du changement climatique. Cela étant, il est essentiel pour les pays en développement touchés de manière significative de s'adapter à ces effets s'ils veulent parvenir à un développement durable sans en perdre les bénéfices. En particulier,

Étude de cas

Le développement des infrastructures régionales au service de la coopération transfrontalière en Afrique

Afrique : Développement de l'infrastructure régionale

Sur le continent africain, qui compte pas moins de 15 pays en développement enclavés, le déficit d'infrastructures de transport et électriques ainsi que l'inefficacité du système d'échanges commerciaux (et notamment des procédures de dédouanement) constituent de sérieux obstacles à la croissance économique.

Conformément aux engagements pris lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui s'est tenue à Yokohama en 2008, la JICA participe à des initiatives axées sur le développement des infrastructures régionales dans les secteurs des transports et de l'énergie, notamment.

Dans le domaine des transports, par exemple, l'Agence contribue à l'intégration économique régionale et à l'amélioration de la distribution intrarégionale via le développement du corridor économique de Nacala. Ce corridor prévoit notamment de relier le Malawi et la Zambie, deux pays privés d'accès à la mer, au port mozambicain de Nacala. Après la construction d'un pont à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe financée par un don, on a

élaboré des lois et formé des effectifs dans le cadre des préparatifs à la mise en place d'un poste frontière à guichet unique (PFGU). Ce dispositif a pour objectif d'accélérer les procédures de passage des frontières.

En décembre 2009, le premier PFGU du continent africain a commencé à fonctionner à Chirundu.

S'agissant de l'interconnexion des réseaux électriques au niveau régional, la JICA soutient la mise en place d'un réseau de transport d'électricité desservant cinq pays du Bassin du Nil (Ouganda, Kenya, Rwanda, Burundi et République démocratique du Congo). Ce projet cofinancé par la Banque africaine de développement (BAfD) devrait améliorer l'efficacité et la continuité de

l'approvisionnement électrique.

La JICA continuera à soutenir activement le développement d'infrastructures régionales afin d'accélérer la croissance économique africaine.



Nouveau terminal de fret au PFGU de Chirundu. La réduction importante des temps d'attente aux frontières devrait avoir de nombreuses retombées positives, comme l'amélioration de la valeur commerciale des produits agricoles due à la baisse des coûts de transport.

pour protéger la vie des personnes vivant dans la pauvreté, il est nécessaire de mettre en œuvre des « mesures d'adaptation » dans des domaines tels que la sécurité alimentaire et la prévention des catastrophes, et d'assurer un approvisionnement en eau régulier.

Le changement climatique est intimement lié à une foule de problèmes dont souffrent les pays en développement et l'on peut affirmer que les mesures de lutte contre ce phénomène sont déterminantes pour leur développement. La JICA est favorable à la politique consistant à promouvoir simultanément les mesures de lutte contre le changement climatique et d'aide au développement. Ces mesures consistent par exemple à créer des infrastructures en prévision des catastrophes naturelles dans les villes côtières d'Asie ou à aider le secteur agricole à surmonter les variations de température et de précipitations.

Ces approches du changement climatique diffèrent des processus de développement suivis dans le passé par les pays développés, aussi sera-t-il nécessaire d'identifier de nouveaux modes de développement.

Mesures environnementales au niveau mondial

—Maintenance de la biodiversité

Les graves menaces pesant sur la biodiversité constituent également un problème environnemental de portée mondiale. Aujourd'hui, on dit l'équilibre du riche écosystème de la planète, qui réunit 1,6 million d'espèces végétales et animales, humains compris, en pleine désagrégation. L'univers des organismes vivants ne connaît pas

de frontières nationales et le monde doit collaborer pour régler les questions de biodiversité, de la même manière que dans la lutte contre le changement climatique. Pour rétablir l'harmonie entre milieu naturel et activités humaines, la JICA adopte une démarche intégrée qui vise à la fois à améliorer la qualité de vie des personnes vivant dans la pauvreté, à concilier conservation et exploitation des ressources naturelles, et enfin à renforcer les capacités des gouvernements et des populations.

Consolidation de la paix

Dans les années 1990, la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest a fait naître l'espoir de sociétés plus stables et plus pacifiques. Au lieu de cela, à la même époque, le monde a vu s'accumuler les conflits violents, en particulier au sein d'un même pays, et les civils en sont souvent les principales victimes. Pour prévenir l'apparition et la récurrence de ces conflits ou pour les résoudre et instaurer une paix durable, il ne suffit pas de solutions exclusivement militaires ou de méthodes telles que la diplomatie, le contrôle des armements et la médiation. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons pour lesquelles le rôle de l'aide au développement est particulièrement mis en avant dans les efforts de consolidation de la paix. C'est un moyen de lutter contre les facteurs qui sous-tendent les conflits, notamment les problèmes d'écart entre riches et pauvres et d'inégalité des chances.

Étude de cas

Recours au MDP pour les projets d'électrification rurale dans les pays les moins avancés (PMA)

Bhoutan et Zambie :
Électrification rurale

Le mécanisme de développement propre (MDP) est l'un des instruments établis par le protocole de Kyoto pour lutter contre les changements climatiques. Avec la participation des pays développés, qui se sont vu attribuer des plafonds d'émissions de gaz à effet de serre, des projets permettant de réduire ou d'éviter les émissions sont mis en œuvre dans les pays en développement. Ces projets génèrent des crédits de réduction d'émissions, dont la vente représente une précieuse source de financement pour les pays en développement. Plus de 2 000 projets ont été enregistrés à ce jour par les Nations unies au titre du MDP. Or, les trois quarts d'entre eux se concentrent dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure comme la Chine, le Brésil et le Mexique, et très peu concernent les PMA.

Par conséquent, la JICA a proposé de promouvoir le recours à des projets MDP pour amener l'électricité dans les régions qui en sont dépourvues au sein des PMA, le but ultime étant de faire reculer la pauvreté. Le Bhoutan et la Zambie ont manifesté leur intérêt à cet égard, et avec la coopération de la JICA, ces deux pays ont organisé des séminaires lors de la 15^e conférence des parties qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009

(conférence de l'ONU sur le changement climatique).

Le Bhoutan a toujours privilégié l'hydroélectricité, qui est une source d'énergie renouvelable. Durant le séminaire, le ministre adjoint de l'Environnement de ce pays a lancé un appel pour « approvisionner en hydroélectricité des régions reculées non électrifiées, afin de diminuer la consommation de fioul et de bois de feu, ce qui réduirait les émissions de CO² tout en améliorant les conditions de vie de la population et en faisant reculer la pauvreté. »

Le séminaire zambien s'est déroulé en présence



Le ministre zambien prononce un discours lors d'un événement organisé en marge de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP15) de décembre 2009.

du ministre du Tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles de ce pays, et des cadres dirigeants de la compagnie d'électricité zambienne Zesco. La Zambie s'est engagée à déployer des efforts pour faire enregistrer un projet d'électrification rurale par les Nations unies au titre du MDP.

Afin d'encourager le recours au MDP pour les initiatives d'électrification rurale, la JICA appuiera des efforts favorisant le commerce des droits d'émission, et notamment la création d'une bourse d'échange de crédits carbone.



Transport d'un transformateur le long d'un chemin escarpé (électrification rurale au Bhoutan)

Dans les pays touchés par un conflit, les fonctions de l'État ont disparu et les gouvernements ne peuvent même plus assurer des fonctions élémentaires telles que la garantie de la sécurité publique ou la prestation de services administratifs aux habitants. Très souvent, les populations perdent confiance en leur gouvernement et sont alors exposées à des dangers qui mettent leur existence en péril, comme les conflits armés, l'extrême pauvreté, le terrorisme et les épidémies de maladies infectieuses. En outre, elles sont aussi plus vulnérables face au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Dans des États aussi fragiles, la JICA appuie la reconstruction et la consolidation de la paix par des approches fondées sur le concept de sécurité humaine, dont l'objectif est à la fois de renforcer les fonctions de l'État et de répondre aux besoins des habitants et des communautés. Un soutien comme celui qu'apporte actuellement la JICA constitue un nouveau type de défi, car il est mis en œuvre dans un cadre où la sécurité publique n'est pas assurée.

Pour que les sociétés retrouvent la paix et la prospérité, il est essentiel d'une part d'assurer de façon harmonieuse une « aide humanitaire » qui protège et aide rapidement les individus, et d'autre part de conduire « la reconstruction et le développement » afin de restaurer la stabilité à moyen et à long terme après les conflits. À ce jour, la JICA s'est lancée dans une opération de soutien aussi rapide que possible en fonction de l'évolution politique, sociale et de sécurité publique dans divers pays touchés par un conflit : Cambodge, Timor

oriental, Afghanistan, Irak, Soudan, République démocratique du Congo. Dans le même temps, la JICA veille minutieusement à prévenir les conflits et à ce que l'aide ne favorise pas en fait l'apparition de facteurs sources de conflits, en élargissant ou renforçant les disparités. La JICA a également mis en œuvre un soutien intégrant des éléments qui réduisent autant que possible les facteurs sources de conflits et offrent des perspectives de conciliation et de coexistence.

La JICA souhaite à l'avenir continuer à favoriser les initiatives de consolidation de la paix par le développement.

Sécurité alimentaire

La faim est peut-être encore la première cause de décès dans le monde. Aussi, la production alimentaire ainsi que la garantie d'un approvisionnement régulier en nourriture sont des problèmes essentiels pour nombre de pays en développement. Pourtant, la variabilité de la production agricole liée au changement climatique, conjuguée à la récente flambée des prix de l'alimentation, portent un sérieux coup aux personnes vivant dans la pauvreté. En soutenant le développement agricole et rural des régions qui comptent une population pauvre importante, on peut tisser un filet de protection susceptible de réduire la pauvreté d'un pays tout entier. L'aide à l'agriculture est un élément essentiel pour soutenir la croissance économique des pays en développement en phase d'industrialisation, car elle leur permet de se procurer des devises étrangères grâce à l'exportation de produits

Étude de cas

Approche diversifiée fondée sur des recommandations de politique, la collecte d'informations sur les forêts et la gestion forestière communautaire et participative

Laos : Projet dans le secteur forestier

Le Laos, dont les montagnes occupent 80 % du territoire, possède de vastes étendues de forêts. Hélas, ces dernières années, les pratiques excessives de culture sur brûlis et d'abattage illicite, et la conversion de forêts en terres agricoles ont entraîné la régression du couvert forestier. On a alors commencé à s'inquiéter des effets négatifs de la déforestation sur les écosystèmes. En 2005, le gouvernement du Laos a élaboré une Stratégie forestière à l'horizon 2020 ; celle-ci vise à réduire la pauvreté en fixant des objectifs comme la restauration de la proportion de terres boisées, et la mise en place d'un système durable d'exploitation et de transformation des produits forestiers.

La JICA a appuyé tout un éventail d'initiatives en relation avec les forêts au Laos. Elle a notamment émis des recommandations en matière de politique et de stratégie forestières, et contribué à faire reculer la pratique de la culture sur brûlis en améliorant les conditions de vie de la population et en développant les ressources humaines des secteurs agricole et forestier. Conformément à la Stratégie forestière à l'horizon 2020 et au plan décennal correspondant (lancé en 2009), la JICA met en œuvre un ensemble d'initiatives dont l'élaboration de recommandations

axées sur l'atténuation du changement climatique, la gestion du système d'information forestière et la promotion de la gestion forestière communautaire et participative.

La JICA promeut ces activités par une approche intégrée reposant sur trois piliers : le projet de gestion participative des terres et des forêts pour réduire la déforestation (PAREDD), le projet de développement des capacités du secteur forestier (FSCAP), (coopération technique) et le programme de gestion de l'information forestière (don).

Via le projet PAREDD, la JICA cherche à améliorer les outils de renforcement du soutien communautaire applicables aux systèmes de lutte contre la déforestation, en lançant des activités comme l'élevage de bétail, la pisciculture dulcicole, l'agroforesterie et les cultures fruitières, en étroite collaboration avec le projet FSCAP et le programme de don. Grâce à ces mesures, le projet doit permettre de concilier l'accès à de

nouvelles sources de revenus pour la population et la conservation des forêts. Dans le cadre de ce projet, la JICA réfléchira aux systèmes à mettre en œuvre pour que la réduction des émissions de CO² liée aux efforts destinés à freiner la déforestation profite *in fine* aux communautés locales. Ce projet est mis en œuvre à partir de Luang Prabang dans six provinces du nord du Laos. La JICA s'inspirera des résultats et des données de ce projet pour proposer au gouvernement du Laos des modèles de réduction de la déforestation.



La pratique de la culture sur brûlis dépasse les capacités de régénération de la nature, ce qui provoque la dégradation et la destruction des forêts au Laos.

agricoles. La JICA s'emploie donc à favoriser le développement agricole et rural en vue de soutenir les mesures de prévention de la faim dans les pays en développement. Ainsi, face à l'augmentation rapide des besoins en riz en Afrique, la JICA a lancé la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), en collaboration avec l'ONG Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Démarrée en 2008, la CARD encourage les initiatives visant à doubler la production de riz d'ici 2018 en Afrique subsaharienne (soit de 14 millions à 28 millions de tonnes par an).

Actions d'urgence en cas de catastrophes, aide à la reprise/reconstruction et à la prévention des catastrophes

Le nombre de personnes brusquement frappées par une catastrophe naturelle leur ayant fait perdre tout moyen de subsistance a très fortement augmenté. Ainsi, en 2008, plus de 130 000 personnes ont péri ou ont été portées disparues au Myanmar suite à un cyclone. Environ 70 000 autres ont perdu la vie dans le tremblement de terre au Sichuan en Chine, alors que le tremblement de terre à Haïti en janvier 2010 a coûté la vie à près de 220 000 personnes. Depuis, environ 20 millions de personnes ont été les victimes des ravages sans précédent causés par des inondations de grande ampleur au Pakistan en juillet 2010. Comme le démontrent ces exemples, les catastrophes naturelles détruisent facilement en un instant les moyens d'existence et la vie de nombreuses personnes.

Environ 90 % des morts ou disparus suite à une catastrophe

naturelle dans le monde vivaient dans des pays en développement. Ce taux de pertes élevé provient en particulier du fait que les pays en développement sont mal préparés face aux catastrophes naturelles et que les dommages liés à ces catastrophes ont tendance à se concentrer sur les personnes vulnérables, notamment les pauvres et les personnes âgées. Les catastrophes naturelles, tels les cyclones, devraient à l'avenir être plus nombreux et plus virulents suite au changement climatique. Il est à craindre que les pertes économiques causées par ces catastrophes répétées n'annulent les efforts de croissance des régions en développement qui tentent de sortir de la pauvreté.

L'année 2010 a marqué le 15^e anniversaire du grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji, au Japon. Ce pays a connu toute une série de catastrophes entraînant des dégâts importants, qu'ils soient de nature géophysique, comme les tremblements de terre et les éruptions volcaniques ou de nature météorologique, comme les typhons, les pluies torrentielles, les inondations et les dégâts dus à la neige. Cela étant, le Japon est un pays expérimenté en matière de prévention des catastrophes, avec de nombreuses réalisations dans ce domaine. En s'appuyant sur les enseignements tirés lors des catastrophes passées, le Japon a mis en place des systèmes juridiques adaptés et des installations destinées à la prévention. Assurant une formation et un enseignement dans ce domaine, il a mis sur pied des structures d'intervention d'urgence très bien rôdées en cas de catastrophe. Quelques pays et institutions internationales disposent bien de technologies et de

Étude de cas

Démarrage du projet à grande échelle pour la revitalisation de Kaboul

Afghanistan : Projet visant à promouvoir le développement de la région métropolitaine de Kaboul

Si Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, comptait deux millions d'habitants en 1999, sa population a plus que doublé aujourd'hui, ce qui dépasse largement ses capacités d'absorption démographique. On constate ainsi une intensification de problèmes comme la baisse du niveau de la nappe phréatique, la pollution de l'eau, de l'air et des sols, la multiplication des constructions illégales et la congestion du trafic. Le développement de l'infrastructure et des services de base, et l'amélioration de la qualité de vie sont devenus des enjeux critiques.

Soucieuse de remédier à ces problèmes, la JICA a réalisé l'étude pour l'élaboration du schéma directeur d'aménagement de la région métropolitaine de Kaboul de 2008 à 2009. Cette étude faisait suite à une demande du gouvernement afghan, la reconstruction et le développement de la région métropolitaine de Kaboul apparaissant comme un symbole de l'intégration nationale.

En février 2010, la JICA a conclu un accord avec l'État afghan pour la mise en œuvre du projet de promotion du développement de la région métropolitaine de Kaboul, un projet de coopération technique. Ce projet à grande échelle d'une durée de cinq ans (2010-2014), qui vise à développer les capacités nécessaires

à la réalisation du schéma directeur, est en cours de réalisation. Dans le cadre de ce projet, la JICA soutient l'amélioration des capacités afghanes en ce qui concerne le développement des infrastructures, la revitalisation urbaine et la mise en œuvre de l'aménagement de la

nouvelle ville de Kaboul. La JICA posera des bases solides pour le schéma d'aménagement de la région métropolitaine de Kaboul, en associant à bon escient développement des ressources humaines et amélioration urbaine continue.



Site de la future nouvelle ville de Kaboul (Deh Sabz)

savoir-faire en matière de prévention des catastrophes et d'intervention d'urgence. Le Japon est cependant le seul pays capable d'intégrer toute une gamme de moyens pour fournir un soutien permanent et harmonieux, allant des interventions d'urgence à la reprise et à la reconstruction, en passant par la mise en place de structures de prévention des catastrophes. La JICA considère l'aide qu'elle fournit dans le cadre des interventions et de la prévention contre les catastrophes comme des biens intellectuels que le Japon se doit de communiquer au reste du monde, et elle poursuivra ses efforts dans ce sens pour que ce soutien bénéficie à l'intérêt général au sein de la communauté internationale.

Initiative de réduction de la pauvreté : Contribution à la réalisation des OMD

Avancées en faveur des OMD

Le sommet du Millénaire des Nations unies a réuni 189 nations à New York en septembre 2000. Il reste désormais cinq ans jusqu'en 2015, date butoir convenue pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Élaborés dans la perspective de la déclaration des Nations unies pour le Millénaire, ils forment l'objectif global de la communauté internationale pour le 21^e siècle. Les initiatives conduites

jusqu'ici par les différents pays et institutions ont toutes permis d'avancer dans la réalisation de ces objectifs, à commencer par une réduction de la pauvreté. On espère notamment que le nombre de pauvres dans le monde, qui s'élevait à 1,8 milliard de personnes en 1990, baisse à 920 millions de personnes en 2015. Cela étant, les initiatives ont pris du retard dans d'autres domaines, comme l'accès universel à l'éducation primaire, l'amélioration de la santé maternelle, la prévention des maladies infectieuses et l'approvisionnement en eau potable. Sur un plan régional, les retards sont importants dans les pays fragiles, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

De plus, l'impact de la situation mondiale, notamment les préoccupations concernant l'augmentation de la proportion de personnes souffrant de la pauvreté et de la famine suite aux crises financières et économiques de 2008, ainsi que les effets de ces crises sur la santé maternelle, ainsi que le changement climatique, les conflits et les catastrophes naturelles comme le tremblement de terre à Haïti en janvier 2010, influencent de manière déterminante les progrès effectués en faveur des OMD. Le monde doit donc redoubler d'efforts et se montrer plus résolu que jamais pour atteindre ces objectifs.

Étude
de cas

Promotion de la riziculture en Afrique

Ouganda : Programmes de promotion de la riziculture (Projet de promotion du riz NERICA en Ouganda / Assistance technique au projet de développement durable de l'agriculture irriguée dans l'est de l'Ouganda)

À l'instar d'autres pays africains, l'Ouganda est confronté à la pauvreté et à des pénuries alimentaires. Dans ce pays, les aliments de base traditionnels sont la banane plantain, le maïs et le manioc. Depuis quelques années, la consommation de riz, aliment plus facile à cuisiner que les autres denrées de base, ne cesse d'augmenter, surtout dans les zones urbaines. La demande de riz étant supérieure à la production nationale, les importations ont augmenté, ce qui pèse lourdement sur les réserves en devises étrangères. En revanche, comme le riz se vend plus cher que d'autres aliments de base, sa production permet aux agriculteurs non seulement d'assurer leur propre sécurité alimentaire, mais de percevoir des revenus qui leur permettent de financer des dépenses d'éducation ou autres.

Par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Est, l'Ouganda possède des ressources en eau assez importantes. Cela étant, dans les régions qui offrent une pluviométrie insuffisante ou sont dépourvues de systèmes d'irrigation, le riz ne peut être cultivé dans des rizières comme au Japon. C'est pourquoi le programme de promotion du riz encourage à la fois la culture de riz aquatique dans des rizières, et celle de riz de montagne, cultivé à sec dans des champs.

Dans le cadre de son soutien à la riziculture de montagne, la JICA a détaché des experts chargés de former des chercheurs, acteurs essentiels pour la promotion de la riziculture en Ouganda. Parallèlement, l'Agence mène des actions de promotion du riz NERICA* auprès des cultivateurs,

en leur fournissant les matériels et équipements nécessaires au titre de la coopération technique. Pour ce qui est du riz cultivé dans des rizières, la JICA vise à accroître les rendements dans les régions pilotes de la province orientale en dispensant une assistance technique aux vulgarisateurs et aux petits agriculteurs. Cette assistance porte notamment sur les techniques culturales élémentaires pour le riz de rizière (nivellement des rizières, confection des diguettes, repiquage en ligne des plants, etc.), sur les méthodes d'entretien des canaux d'irrigation et sur l'utilisation de matériels agricoles de base.

La JICA considère l'Ouganda comme le fer de lance des efforts visant à doubler la production rizicole sur le continent africain. Outre les experts, l'Agence envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) afin de promouvoir la diffusion du riz NERICA, et elle contribue à la mise en place du Centre de recherche et de formation rizicoles. Toutes ces activités ont pour but d'élargir la base de la riziculture.

* NERICA (nouveau riz pour l'Afrique) : Variété de riz hybride mise au point en 1992 en croisant des variétés africaines et asiatiques. Ce riz de montagne combine les caractéristiques des riz asiatiques à haut rendement et celles des riz africains, résistants aux maladies et à la sécheresse. Cette variété de riz est appelée à jouer un rôle précieux dans la promotion de la riziculture en Afrique, où cette activité est tributaire de la pluviométrie.



Riz NERICA cultivé sur une parcelle d'essai en Ouganda, avec l'assistance technique d'un expert japonais (Photo : Yuji Shinoda)

Initiatives menées pour atteindre les OMD

Ces dix dernières années (2000–2010) ont marqué une période de forte croissance pour l'économie mondiale. Le PIB mondial, qui se situait environ à 32 milliards USD en 2000, a pratiquement doublé pour atteindre 60 milliards USD en 2010, soit en dix ans seulement. Durant cette décennie, le PIB de l'Asie, hors Japon, a plus que triplé, passant de 3 à 10 milliards USD, une croissance qui a contribué à faire baisser en Asie le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. D'un autre côté, même si le PIB de l'Afrique a augmenté, passant de 0,6 milliard USD en 2000 à 1,6 milliard USD en 2010, il ne représente que 3 % environ de l'économie mondiale. De plus, on n'a pas noté d'amélioration sensible concernant le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne, qui est passé de 56 % en 1990 à 51 % en 2005, et 400 millions de personnes vivent encore avec moins d'un dollar par jour.

On estime que l'Asie doit son extraordinaire développement à toute une série de facteurs, notamment à l'existence de sociétés relativement paisibles et stables, aux infrastructures économiques et aux systèmes juridiques en place, ainsi qu'aux fonds dégagés pour la formation des ressources humaines et le développement. On aura donc fait un pas considérable vers la réalisation des OMD si l'on apporte un soutien approfondi qui garantisse une croissance durable dont tous puissent récolter les fruits.

Depuis les composantes intellectuelles (amélioration des compétences et modernisation des structures par l'aide technique) jusqu'aux composantes matérielles (création d'infrastructures grâce à l'aide financière), la JICA peut apporter aux pays en développement le soutien dont ils ont besoin pour parvenir à une croissance durable et faire en sorte que les fruits de la croissance bénéficient à tous. Dans des régions comme l'Asie, où les PRITS (pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure) sont en augmentation, la JICA assure une aide au développement destinée à

corriger les disparités tout en promouvant la croissance économique.

D'un autre côté, dans des régions comme l'Afrique, avec ses nombreux pays appauvris, la JICA fournit une aide destinée à éliminer les obstacles à la réduction de la pauvreté et à instaurer une croissance équitable et durable, tout en s'appliquant à soutenir les services sociaux de base, comme l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'eau potable. C'est par des efforts de ce type que la JICA souhaite à l'avenir participer encore plus à la réalisation des OMD.

L'Afrique devrait continuer à avoir besoin d'aide même une fois ces objectifs atteints, en 2015. Outre les problèmes classiques liés aux OMD, des questions publiques de portée mondiale comme le changement climatique et la biodiversité seront au centre de l'intérêt général. Les actions seront probablement aussi axées sur le rétablissement de la paix par une croissance équitable et une réduction permanente de la pauvreté. Une aide sera fournie aux États fragiles tout au long du processus. Consciente des enjeux de la coexistence, la JICA continuera de tout mettre en œuvre pour atteindre les OMD.

Initiatives en Afrique subsaharienne

Aux termes du rapport 2009 des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le continent africain, notamment l'Afrique subsaharienne, serait selon toute probabilité le seul continent incapable d'atteindre la plupart des OMD si la tendance se confirmait. À l'opposé, sur les 18 objectifs, l'Asie du Sud-Est devrait en atteindre 9 et le nord de l'Afrique 11. Le développement de l'Afrique semble donc crucial, même sur le plan des progrès en faveur des OMD par rapport à d'autres régions.

Comme il a été établi à Yokohama en mai 2008 lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la stratégie japonaise d'aide à ce continent s'articule autour de trois axes : « encourager la croissance économique », « réaliser les OMD » et « traiter

Étude de cas**Une équipe médicale soutient la prestation de soins au niveau régional, sur un territoire largement dévasté****Haïti : Catastrophe sismique**

À 4 h 53 le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7 s'est produit à environ 25 km à l'ouest-sud-ouest de Port-au-Prince, la capitale haïtienne. La proximité de l'épicentre explique en partie l'ampleur des dégâts provoqués dans la capitale. Le bilan de cette catastrophe fait état de 222 517 morts, 310 928 blessés et de plus de 3 millions de sinistrés.

À 11 h du matin le 14 janvier, le gouvernement japonais décidait d'envoyer une équipe d'évaluation sur place ; cette équipe s'est envolée le jour même. Le 15 janvier, en réponse à une demande du gouvernement haïtien, le Japon entreprenait de détacher sur les lieux de la catastrophe une équipe médicale appartenant au réseau des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR). Partie le 16 janvier, cette équipe commençait le 17 son activité dans les locaux d'une école de soins infirmiers de Léogâne, ville située

à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale. En l'espace de huit jours, cette équipe a dispensé des soins à 534 personnes, souffrant pour la plupart de blessures graves. En collaboration avec d'autres équipes étrangères, elle a dispensé des soins médicaux dans toute la région. Il est intéressant de noter qu'en réponse aux demandes d'équipes venues d'autres pays, le personnel médical japonais a joué un rôle important en effectuant de nombreux diagnostics à l'aide de systèmes de radiographie numérique et d'échographie.

Des opérations de maintien de la paix (OMP) ont été déployées par les Nations unies en Haïti, le pays étant aux prises avec des problèmes de sécurité. L'équipe médicale japonaise a toutefois pu mener à bien sa mission, sous la protection de soldats sri lankais et canadiens.

Compte tenu des besoins d'aide médicale à long terme après l'achèvement de la mission des JDR, l'aide dans ce domaine a été confiée aux forces d'autodéfense jusqu'au 13 février.



Enfant venant de subir un examen médical, dans les bras d'une infirmière

des questions d'environnement et du changement climatique ». En Afrique subsaharienne, la JICA intensifie ses initiatives en vue de réaliser les OMD et fournit à cet effet un soutien qui parvient régulièrement à la population locale et donne des résultats concrets. Mais ces dernières années, les progrès déjà accomplis dans cette région ont été enrayerés par les effets préjudiciables des crises alimentaires, financières et économiques. Cela confirme combien il est important pour atteindre les OMD de soutenir la croissance économique, ainsi que le développement social (éducation : OMD 2, soins de santé : OMD 4, 5 et 6). La JICA œuvre pour une croissance globale en développant les infrastructures essentielles et en soutenant l'agriculture, notamment la riziculture.

La JICA ne peut faire face seule aux énormes problèmes de l'Afrique subsaharienne. Aussi, il lui est indispensable de collaborer avec d'autres institutions pour créer des synergies conduisant à une aide efficace et rationnelle sur le terrain. Le processus de la TICAD a été organisé conjointement par les Nations unies, le Programme de développement des Nations unies (PNUD) et la Banque mondiale. Pour atteindre l'objectif fixé en commun, à savoir le développement de l'Afrique par la concrétisation des OMD, la JICA plaide pour une action concertée fondée sur une collaboration

qui tienne compte des avantages respectifs de chaque partenaire sur le terrain.

Collaboration avec les entreprises ciblant le marché à la « base de la pyramide » (BoP) (activités BoP, microfinance)

On dit que le BoP (base de la pyramide), qui regroupe les personnes vivant avec moins de 3 000 USD par an compterait environ 4 milliards d'individus. Ces dernières années, les représentants de ce segment sont au cœur de toutes les attentions, et les entreprises privées se sont efforcées de conduire des activités à leur intention. Dans l'économie BoP, on considère que ce segment est composé de consommateurs potentiels faisant également partie de la chaîne de valeur, et les entreprises fournissent aux membres de ce segment des produits et services en utilisant diverses méthodes commerciales. Les activités BoP devraient avoir une influence positive sur le développement et apporter des améliorations, notamment sur la vie des membres du segment BoP, et ce grâce aux produits et services fournis par les entreprises ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux débouchés pour l'emploi et les nouvelles entreprises.

Étude
de cas

Programme de soutien aux groupes socialement vulnérables

Thaïlande : Projet de renforcement des équipes pluridisciplinaires pour la protection des victimes de la traite des êtres humains

Selon une étude, près de 800 000 personnes à travers le monde sont victimes chaque année d'un commerce transfrontalier d'êtres humains ; 30 % d'entre elles sont originaires de la région Asie-Pacifique. Beaucoup de ces victimes sont âgées de moins de 18 ans. Exploitées le plus souvent à des fins de prostitution ou de travail forcé, elles sont en outre très exposées à des maladies comme le VIH/sida. La Thaïlande connaît de nombreux cas de commerce humain depuis les années 1980, du fait de sa situation géographique et des disparités économiques avec les pays environnants.

La Thaïlande est à la fois un pays d'origine, de transit et de destination pour le trafic des personnes. Les victimes de la traite originaires de Thaïlande sont emmenées vers des pays et régions comme le Japon, le Moyen-Orient, les États-Unis et l'Europe. La Thaïlande est aussi une destination pour les personnes qui font l'objet d'un commerce humain en provenance du Laos, du Cambodge, du Myanmar et du Vietnam. En tant que pays de transit, elle voit passer des victimes sud-coréennes ou malaisiennes. La situation dans ce domaine est donc très compliquée. Ce fléau doit être traité comme un problème de développement dépassant les frontières nationales.

Pour lutter contre la traite des êtres humains, il faut adopter des mesures intégrées de prévention, de protection des victimes et de poursuite des trafiquants. La

JICA mène des initiatives centrées sur la protection des victimes (identification des victimes, fourniture d'un logement et de soins, appui à la formation professionnelle, réhabilitation et réinsertion sociale).

En 2008, le gouvernement thaï a élaboré une loi sur la lutte contre la traite des personnes et, en collaboration avec les gouvernements, les ONG et les institutions internationales, a mis sur pied une équipe pluridisciplinaire (EPD) pour lutter de manière intégrée contre le trafic des êtres humains.

La JICA, qui participe à cette initiative, met en œuvre un projet de coopération technique visant à renforcer les fonctions de l'EPD afin d'aider plus efficacement les victimes de la traite. Parmi les principales activités, citons les ateliers et formations pour les membres de l'EPD, la valorisation des gestionnaires de cas, la mise en place de réseaux et le partage d'informations avec les pays de la région du Mékong et le Japon sur l'approche pluridisciplinaire en Thaïlande.



Formation professionnelle pour la réhabilitation et l'autonomisation des enfants protégés.

La JICA collaborera étroitement avec les entreprises privées japonaises qui s'efforcent de lancer des activités susceptibles d'atténuer les problèmes de développement du segment BoP, de sorte à pérenniser ces activités et à en renforcer les bénéfices pour le public concerné. Par ces efforts, l'Agence espère pouvoir contribuer au développement économique et social des pays en développement, ainsi qu'à la réalisation des OMD, et de ce fait réduire la pauvreté.

Comme elles n'ont pas les sûretés et garanties nécessaires pour obtenir un financement, de nombreuses personnes du segment BoP ont des difficultés à obtenir des services financiers, notamment des comptes de dépôt, des prêts et des services de transferts d'argent. La croissance du secteur de la microfinance est alimentée par le développement et la mise à disposition des services requis par les personnes appartenant au segment BoP. Comme le montre le succès de la Grameen Bank, qui propose des prêts à faible taux, octroyés

sans garantie de couverture, il y a de bonnes raisons d'espérer que la microfinance puisse éviter à certaines personnes de tomber dans la spirale de la pauvreté et en aider d'autres à la quitter.

Les activités BoP et la microfinance sont des initiatives qui devraient à l'avenir contribuer de manière significative à la réalisation des OMD. Malgré tout, ces activités comportent des risques importants, justement parce qu'elles ciblent le segment BoP dans les pays en développement. Une démarche conjointe de partenariat public-privé s'avère nécessaire si l'on veut pouvoir offrir à l'avenir aux personnes du segment BoP les services dont ils ont besoin et aux prix appropriés. La JICA renforcera ses partenariats avec les entreprises du secteur privé et les ONG intervenant dans le cadre de ces activités, en mettant en place des structures, en formant des ressources humaines et en favorisant l'aide financière.

Étude de cas

Appui à la création d'une université d'inspiration japonaise pour les sciences et la technologie

Égypte : Projet de création de l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST)

Créée en 2009 par le gouvernement égyptien avec l'appui du Japon, l'Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST) s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Égypte pour promouvoir la diffusion des connaissances dans ces disciplines. La JICA a appuyé la mise en place et le fonctionnement de cette université nationale via un projet de coopération technique (projet E-JUST).

En Égypte, les universités nationales sont surpeuplées (chaque établissement compte plus de 100 000 inscrits) et manquent cruellement de locaux et d'équipements ; dans tout le pays, l'environnement de recherche et d'enseignement des filières scientifiques et technologiques (sciences de l'ingénieur) est inadapté. Pour améliorer cette situation, le gouvernement égyptien a créé l'E-JUST, appelée à jouer un rôle clé dans le domaine des sciences et de la technologie. Cette université s'inspire du modèle japonais :

petit nombre d'étudiants par cours, priorité à l'enseignement de troisième cycle et enseignement organisé autour des laboratoires de recherche. La JICA a commencé à déployer une aide en faveur de l'E-JUST en 2008.

Dans le cadre de son soutien à l'E-JUST, la JICA a formé un consortium constitué de 12 universités japonaises nationales et privées.* Via ce consortium, des membres d'universités japonaises ont été détachés auprès de l'E-JUST et inversement, des universitaires égyptiens ont été accueillis par des établissements japonais dans le cadre de programmes de bourses. Cette approche doit permettre à la JICA et au consortium de promouvoir une meilleure compréhension du système japonais d'enseignement de l'ingénierie, et de renforcer les capacités égyptiennes en ce qui concerne le fonctionnement des laboratoires de recherche et la gestion des départements.

Certaines des 12 universités nippones ont été sélectionnées en tant que « principale université partenaire » pour

soutenir l'un des sept programmes (Électronique et ingénierie des communications, Mécatronique et ingénierie robotique, Ingénierie énergétique et environnementale, Science et ingénierie des matériaux, Génie industriel et gestion des systèmes, Génie chimique et pétrochimie, Génie informatique)

L'E-JUST a commencé à accueillir des étudiants en février 2010. Mohammed Sallam, qui se spécialise en mécatronique et ingénierie robotique, explique : « Les cours sont centrés sur des expériences et je me réjouis de pouvoir acquérir autant de connaissances par la pratique. » De son côté, Hiroyasu Iwata, professeur associé à l'Université de Waseda, nous confie ses espoirs : « Les étudiants absorbent le savoir avec avidité, comme des éponges. J'aimerais qu'ils puissent acquérir des connaissances leur permettant de combiner d'une manière organique la théorie et le *monozukuri* (littéralement « processus de fabrication », désigne l'excellence en production). »



Recherche scientifique et applications technologiques de Mubarak City, site du campus provisoire de l'E-JUST



Des enseignants d'université japonais et égyptiens donnent des conseils pour un séminaire de la filière Électronique et ingénierie des communications.

* Institut de technologie de Tokyo, Universités de Waseda, de Kyoto, de Kyushu, du Hokkaido, du Tohoku, de Tokyo, de Keio, de Nagoya, de Ritsumeikan et d'Osaka, Institut de technologie de Kyoto.